

« La Sécurité militaire responsable des attentats »

Pourquoi vous êtes-vous réfugié à Londres ?

Je ne pouvais plus supporter de servir un régime militaire, corrompu et meurtrier. Le pouvoir gère la société comme une caserne. Continuer à le cautionner, c'était oublier mes principes de morale, de justice et de démocratie. La décision de quitter mon poste a été difficile à prendre parce qu'en tant que diplomate, j'avais une vie facile.

Quel est l'événement qui vous a décidé à partir ?

Le rejet du contrat de Rome de janvier 1995. Les partis d'opposition venaient d'appeler à une solution politique et pacifique de la crise algérienne. Le régime a refusé de les entendre. C'est la goutte qui a fait déborder le vase. En fait, après l'annulation de la victoire des islamistes du Fis aux législatives de décembre 1991, j'avais espéré que le régime finirait par entendre raison et dialoguerait avec les vrais représentants de la société : le FLN, le Front des forces socialistes et le Front islamique du salut, entre autres. Mais le régime est militaire et entend le rester.

Laisser le Fis arriver au pouvoir, n'était-ce quand même pas prendre le risque de le voir remettre la démocratie en cause ?

Je refuse de choisir entre les militaires et les islamistes. Le peuple avait voté pour le Fis. La démocratie, c'est la règle de la majorité. En invalidant le scrutin, l'armée a remis la maturité du peuple en cause. Les Algériens ont bien su prendre leur destin en main face à une puissance coloniale comme la France. S'il l'avait fallu, ils auraient été capables de s'opposer à des dictateurs islamistes. En plus, le vote pour le Fis n'était pas le choix d'un islam pur et dur mais celui d'une alternative à un régime usé.

Mais aujourd'hui, des groupes islamistes posent des bombes, violent des femmes, égorgent des civils...

Bien sûr. Des islamistes commettent des atrocités que je condamne. Mais finalement, cette violence sert le régime. La lutte



Douaouda, le 7 janvier. Les forces de sécurité tirent sur des rebelles fondamentalistes.

contre le terrorisme justifie tout : la répression, les morts quotidiens, la mainmise sur la société, l'augmentation du prix du pain... C'est d'ailleurs la Sécurité militaire qui est responsable de l'explosion de la violence. Entre février et avril 1992, elle a délibérément abattu une cinquantaine de policiers de la circulation pour mieux accuser les militants du Fis. A cette époque, les Algériens manifestaient tous les jours contre l'arrêt du processus électoral. Pour justifier la répression et expliquer les milliers d'arrestations d'islamistes, il fallait diaboliser

les élus du Fis et pousser les plus extrémistes, qui n'attendaient que ça, à prendre les armes.

En allant jusqu'à tuer des policiers ! Comment pouvez-vous en être si sûr ?

En tant que diplomate, j'étais dans le secret. Je voyais régulièrement le chef de la sécurité de l'ambassade de Tripoli, commandant au sein de la Sécurité militaire. D'ailleurs, quelques jours après l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, j'ai eu la confirmation qu'il avait été abattu

par l'armée. Boudiaf voulait entamer un dialogue avec les dirigeants du Fis et s'opposait à la corruption. Il devenait gênant...

Vos accusations contre la Sécurité militaire sont graves...

Cela fait 30 ans que la Sécurité militaire algérienne utilise la liquidation physique et l'infiltration contre ses ennemis. Tout le monde sait qu'il est facile d'infiltrer des groupes comme les GIA, composés d'islamistes de base, de jeunes désœuvrés, d'extrémistes. D'ailleurs, je n'ai aucun doute sur la responsabilité de la Sécurité militaire dans les attentats à Paris, notamment les premiers, à Saint-Michel et aux Champs-Élysées. Des jeunes comme Khaled Kelkal ont été manipulés. La junte au pouvoir a peur que la France lui retire son soutien et elle la maintient sous pression pour l'en empêcher. Si jamais la France opérait un changement, je ne serais pas étonné qu'il y ait un nouvel attentat. Le dernier, à Port-Royal, était une sorte d'avertissement...

Recueilli par **Garance LE CAISNE.**

Les législatives auront lieu le 5 juin

Cinq ans après l'interruption du processus électoral (décembre 1991) qui avait failli donner une majorité absolue au Front islamique du salut (Fis, interdit), le président algérien Liamine Zeroual a fixé au 5 juin les prochaines législatives. Cette date a été retenue en accord avec le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique) et le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas). Alors que la violence a déjà fait environ 50 000 morts, Liamine Zeroual, qui vient de créer le Rassemblement national démocratique (RND), annonce la présence d'observateurs internationaux. La nouvelle Constitution, qui complique la création des partis, prévoit 380 sièges pourvus au scrutin proportionnel.